

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DIJON

R E C E P I S S E D E D E P O T

BP 69
21072 DIJON CEDEX
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS REGISTRE DU COMMERCE - FAILLITES -
BILANS : MINITEL 08.36.29.11.22.

CABINET LEVY DUC SARL

A L'ATTENTION DE MME LEVY
BP 373
21010 DIJON CEDEX

V/REF :
N/REF : 2000 B 1314 / A-960

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DIJON CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 18/03/2004, SOUS LE NUMERO A-960,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 03/12/2003
STATUTS MIS A JOUR

AUGMENTATION DU CAPITAL
SARL UNIPERSONNELLE DEVIENT PLURIPERSONNELLE

... CONCERNANT LA SOCIETE
LEVY-CAC
SARL UNIPERSONNELLE
96 TER AVENUE VICTOR HUGO
21000 DIJON

R.C.S DIJON 433 127 297 (2000 B 1314)

LE GREFFIER



LEVY-CAC
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
au capital de 12 000 euros
Siège Social : 96 ter, Avenue Victor Hugo 21000 DIJON
DIJON B 433 127 297

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon

le **18 MARS 2004**
sous le n° A 960

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 3 DECEMBRE 2003

L'an deux mille trois, le trois Décembre, à 19 heures,
Au siège social à DIJON,

Monsieur Michel LEVY, demeurant 7, Place Charles de Gaulle 21160 COUCHEY,

Associé unique et seul gérant de la société LEVY-CAC,

A pris les décisions suivantes :

- Agrément en qualité de futur associé de Monsieur Franck SADOINE,
- Modification du nombre de parts et de leur valeur nominale,
- Première augmentation du capital social d'une somme de 42 000 euros par incorporation de réserves et création de parts nouvelles à attribuer gratuitement à l'associé unique,
- Seconde augmentation du capital social d'une somme de 1 000 euros par l'émission de 100 parts sociales nouvelles de 10 euros chacune, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société,
- Modification des statuts prenant en compte des différentes modifications intervenues,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Monsieur Franck SADOINE est également présent.

PREMIERE DECISION

L'associé unique agréé en qualité de nouvel associé Monsieur Franck SADOINE, inscrit sur la liste des Commissaires aux Comptes, demeurant 30, Rue du Centre à ST JULIEN (21490).

DEUXIEME DECISION

L'associé unique précise que le capital social actuel s'élève à 12 000 euros divisé en 100 parts de 120 euros chacune.

Il décide de multiplier le nombre actuel de parts par 12 et de diviser la valeur nominale également par 12.

Le capital reste ainsi fixé à 12 000 euros ; il est divisé en 1 200 parts de 10 euros chacune.

.../...

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 12 000 euros, divisé en 1 200 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées, d'une somme de 42 000 euros pour le porter à 54 000 euros par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte "autres réserves".

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 4 200 parts nouvelles de 10 euros chacune, attribuées gratuitement à l'associé unique.

Les parts nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et seront assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique décide d'augmenter à nouveau le capital social qui est de 54 000 euros, divisé en 5 400 parts de 10 euros chacune entièrement libérées, d'une somme de 1 000 euros, et de le porter ainsi à 55 000 euros par la création de 100 parts nouvelles de 10 euros chacune, émises au pair, et à libérer intégralement au moyen de versements en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les parts nouvelles seront créées avec jouissance à compter de ce jour. Elles seront alors complètement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique décide que l'augmentation de capital décidée ci-dessus est réservée à :

- Monsieur Michel LEVY : 99 parts pour un montant de	990 euros
- Monsieur Franck SADOINE : 1 part pour un montant de	10 euros
	<hr/>
	1 000 euros

et qu'ils ont d'ores et déjà libéré intégralement le montant de leur souscription, qui figure en compte courant dans les écritures de la société.

Il est constaté en outre que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée.

.../...

SIXIEME DECISION

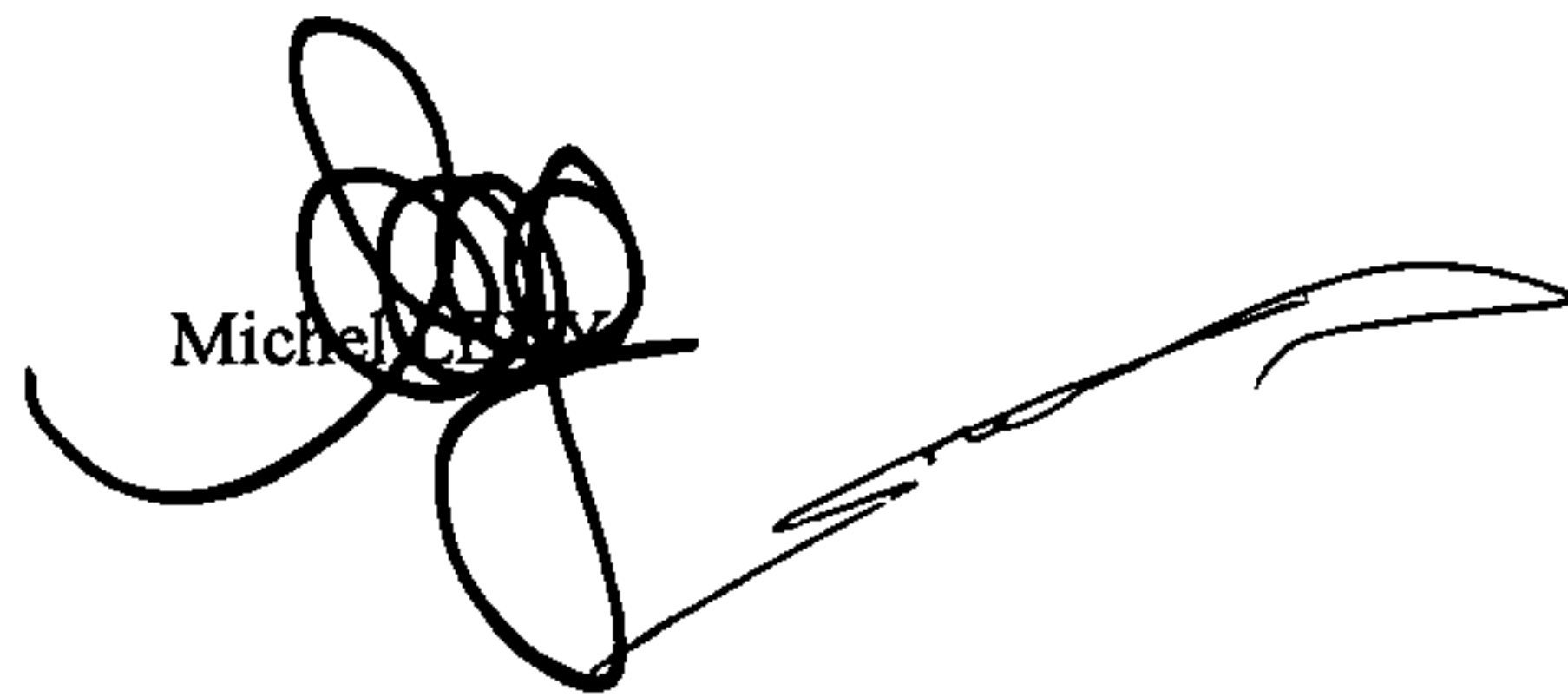
La réalisation définitive des augmentations de capital étant constatée, il est décidé de modifier les statuts, créés à l'origine sous forme d'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, prenant en compte les diverses modifications intervenues lors de cette assemblée.

SEPTIEME DECISION

Le Gérant donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, le Gérant a dressé et signé le présent procès-verbal.

Michel



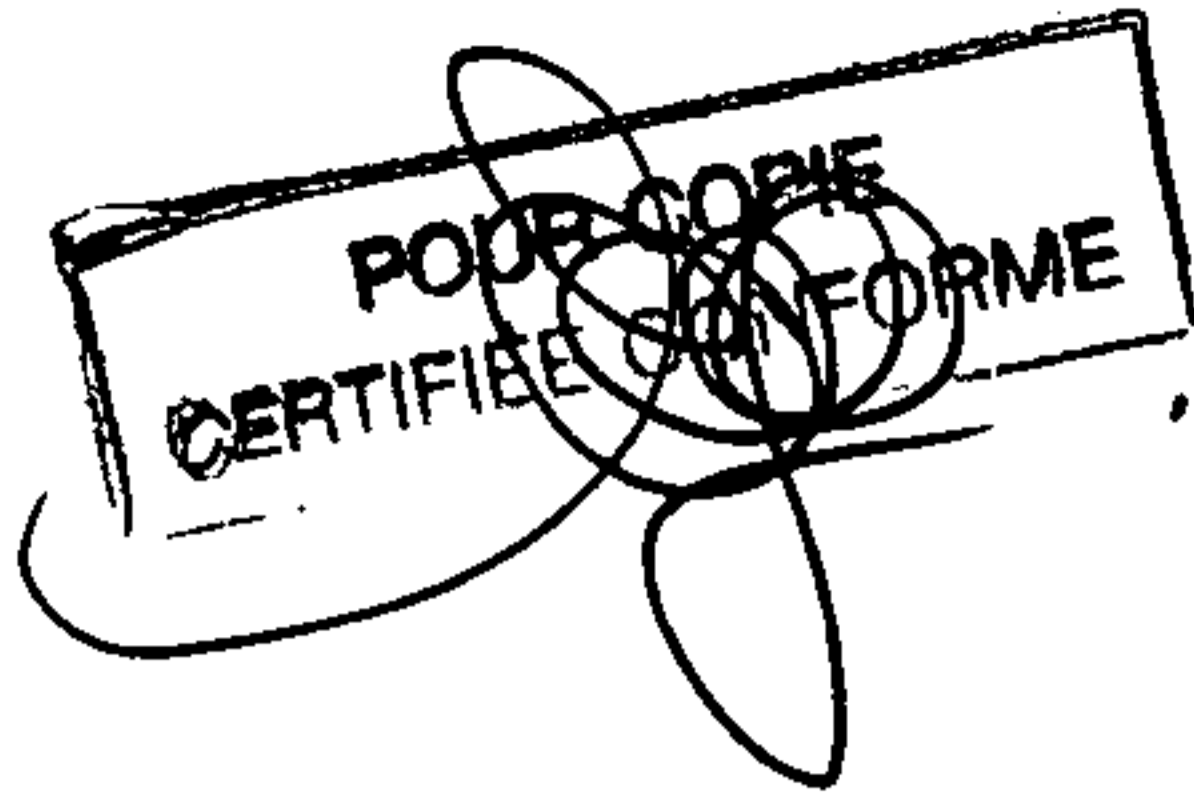
Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DIJON NORD
Le 16/12/2003 Bordereau n°2003/1 673 Case n°28 Ext 9503
Enregistrement : 230 €
Timbre : 45 €
Total liquidé : deux cent soixante-quinze euros
Montant reçu : deux cent soixante-quinze euros
L'Agent

Agent des Impôts

Mme BARBIER



le 18 MARS 2004
sous le n° A 960



STATUTS

Le soussigné, Michel LEVY, né le 23 Mai 1947 à DIJON (21000)
Demeurant 7, Place Charles de Gaulle à COUCHEY (21160)
Commissaire aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de DIJON

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est formé une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966 et par les présents statuts. Elle fonctionne sur la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La dénomination est : LEVY-CAC

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "société de commissariat aux comptes" et de l'indication de la liste de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice des missions de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

.../...

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 96 ter, Avenue Victor Hugo à DIJON (21000).

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est fixée à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 2050, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la société :

1. Apports en nature :

NEANT

2. Apports en numéraire

Monsieur Michel LEVY apporte à la société une somme en espèces de 12 000 Euros

Madame Danielle MAIGNOT, épouse LEVY, intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Michel LEVY.

Cette somme de 12 000 Euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque : RHONE-ALPES – 1, Rue de la Poste à DIJON (21000), à un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Récapitulation :

- Les apports en nature :	NEANT
- Les apports en numéraire :	12 000 Euros
Total égal au capital social d'origine :	<u>12 000 Euros</u>
Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/12/2003 :	
- Apports en numéraire	1 000 Euros
	.../...

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - RÉPARTITION DES PARTS - LISTE DES ASSOCIÉS

	Mouvements	Capital
- Capital d'origine		12 000 €
- Augmentation de capital du 03/12/2003 par incorporation de réserves	+ 42 000	54 000 €
- Augmentation de capital du 03/12/2003 par souscription en numéraire	+ 1 000	55 000 €

Le capital social est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE euros (55 000 €).

Il est divisé en 5 500 parts sociales de 10 euros chacune, entièrement libérées, réparties de la façon suivante :

- Monsieur Michel LEVY	5 499 parts
- Monsieur Franck SADOINE	1 part

La liste des associés sera communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION OU RÉDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaires aux comptes.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS

a) Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres

b) En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers,
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

.../...

ARTICLE 11 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIÉ

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1 843-4 du code civil.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITÉ ET DÉMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes par décision adoptée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

.../...

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 - DÉCISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

.../...

ARTICLE 16 - MAJORITÉS

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 17 - ANNÉE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 Décembre 2001.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 18 - AFFECTATION DES RÉSULTATS ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

.../...

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 19 - NOMINATION DU PREMIER GÉRANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée, est Monsieur Michel LEVY.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la Loi du 24 Juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six années et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - OPTION IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

La société ayant été créée à l'origine sous forme d'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, l'associé unique a déclaré opter pour l'assujettissement de la société à l'Impôt sur les Sociétés.

ARTICLE 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS - ENGAGEMENTS DE LA PÉRIODE DE FORMATION

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

.../...

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le à l'adresse prévue du siège social.

Monsieur Michel LEVY, associé unique et seul gérant, est expressément habilité à accomplir, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 23 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Michel LEVY est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à DIJON,
Le 25 Septembre 2000

En 6 exemplaires originaux

Michel LEVY

Visa de Danielle LEVY, née MAIGNOT :

Statuts modifiés par décisions du 03/12/2003.